

Monsieur
Francis Blanchard
Directeur général du B.I.T.

Objet : Complément d'information à la plainte
déposée contre le gouvernement turc
pour violation des droits syndicaux.

Monsieur le Directeur général,

Suite à notre communication du
de nouveaux faits sont venus justifier nos préoccupations
concernant les licenciements arbitraires ^{opérés} par les autorités
militaires en Turquie, qui touchent cette fois à des universi-
taires. ~~ce qui signifie une opération~~

Après l'élimination, le 27 février dernier, d'un couple
de professeurs de l'université technique de la Mer Noire
à Trabzon, à la suite d'une demande formelle émanant
du commandant local de l'Etat de siège, le 3 février,
trois autres universitaires, cette fois à Ankara,
ont connu le même sort. Il s'agit de MM. Tuncer
Bulutay, Yalçın Küçük (économistes) et Burhan Cahit
(physicien). De la même façon, c'est-à-dire sur le
simple ordre des commandants d'Etat de siège et sans
aucune explication rendue publique, 9 autres professeurs
ont été exclus le ~~mardi~~ 8 février de leurs postes
universitaires. Il s'agit de quatre ~~profes~~ enseignants
de la faculté des sciences politiques d'Ankara
(MM. Korkut Boratav, Mete Tunçay, Cevat Geray et
Bahri Savcı, président du centre des droits de l'homme
de cette faculté), des professeurs Ali Erocağ et Ziya

Büven de la faculté de médecine d'Ankara, de MM. Bülent Tanör, Server Tanilli et Rona Serozan (membre correspondant de la Revue de droit contemporain de l'Association internationale de juristes démocrates) de la faculté de droit d'Istanbul, tous connus pour leurs idées progressistes. D'ores et déjà, des rumeurs →

Cette éviction directe par les autorités militaires de membres de l'enseignement supérieur de complète avec ~~le licenciement~~ ^{l'exclusion}, de 18 novembre dernier, de 165 jeunes professeurs, assistants pour la plupart, de leurs établissements selon l'appréciation des doyens et des recteurs, appréciation entérinée par le Conseil d'enseignement supérieur ^{qui a été} créé d'après la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur. (*)

~~Les professeurs licenciés~~ La plupart des professeurs licenciés par les commandements d'Etat de siège et de le Conseil d'enseignement supérieur se trouvent parmi ceux qui avaient formulé des critiques à l'égard de la nouvelle loi sur l'enseignement supérieur.

Nous tenons à souligner donc que des pratiques décrites ci-dessus constituent manifestement la violation de la Convention N° 111 concernant la discrimination en matière d'emploi et de profession (1958) et notamment ses articles 1 et 2. Cette convention a été ratifiée par la Turquie.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur Général, l'expression de nos sentiments distingués.

J. N.

S.

(*) La loi sur l'enseignement supérieur, promulguée le 5 novembre 1981, par le régime militaire et ses instances, prévoit la constitution d'un Conseil d'enseignement supérieur pour diriger toutes les universités en Turquie. Le Conseil est composé de 25 membres : 8 membres sont directement nommés par le Chef de l'Etat ; le gouvernement nomme 6 membres non universitaires, le Ministère de l'éducation nationale 2 membres du ministère, l'Etat-Major 1 membre, et seuls 8 membres sont élus par ~~la~~^{une} Commission inter-universitaire.

Le but de la loi est d'assurer l'éducation des étudiants en bon citoyens :

- a. Reliés au nationalisme atatürkiste suivant les préceptes des principes et réformes atatürkistes,
- b. Attachés aux normes nationales, morales, humaines, spirituelles et culturelles de la nation turque, portant en eux-mêmes la joie et l'honneur d'être turc,
- c. Pleins d'amour de la famille, la patrie et la nation,
- d. Conscients de leurs devoirs et responsabilités envers l'Etat turc et les appliquant,
- e. Développés sainement et harmonieusement du point de vue physique, moral, psychologique, intellectuel et affectif -- »

20 jours après la promulgation de ladite loi, le général Evren déclarait : "Les enseignants atatürkistes doivent dénoncer leurs collègues qui sont mêlés à des actes politiques."

1983 Ocak, Şubat aylarında Üniversitelerden atılan öğretim üyeleri.

1-Cavvat GERAY	(Prf.Ank.Ünv.SBF.eski dekan.)
2-Bahri SAVCI	{ " " " " }
3-Tuncer BULUTAY	{ " " " " }
4-Turgut BORATAY	{ Dç. " " " }
5-Mete TUNCAY	{ " " " " }
6-Aydın AYBAY	(Prf.İst.Ünv.SBF.)
7-Murat SARICA	{ " " " " }
8-Burhan Cahit ÜNAL	(Prf.Ank.Ünv.Fen Fakl.)
9-Erdem AKSOY	(Prf.Krd.Ünv.eski rektör.)
10-Özgönül AKSOY	{ " " " " }
11-Aliye ERKOÇAK	(Prf.Ank.Ünv.Tıp-Fakl.)
12-Ziya GÜNER	{ " " " " }
13-Hayrullah KOCAOĞLU	(Prf.Ege Ünv.Tıp-Fakl.)
14-Ahmet TEREK	{ " " " " " }
15-Nuri KARACAN	(Prf.İst.Ünv.İktisat-Fakl.)
16-Arif BİLGİN	(Prf.Ortadoğu-Teknik Ünv.)
17-Yalçın KÜÇÜK	(Dç.Gzi Ünv.)
18-Bülent TANÖR	(Prf.İst.Ünv.Hukuk-Fakl.)
19-Server TANILLI	{ " " " " " }
20-Rona SEROZAN	{ " " " " " }
21-Yücel SAYMAN	{ Dç. " " " " }

1982 Kasım, Aralık aylarında atılanlar

1-Haluk GERGER	(Dç.Ank.Ünv.Uluslararası ilişkiler Bölümü.)
2-Baskın ORAN	{ " " " " " " }
3-Fadıl KOCAGÖZ	(Ast. Anayasacı.)
4-Mehmet COŞAR	{ " İşletmeci. }
5-Işıl ÖZKAN	{ " Devletler Hususi Hukuku. }
6-Şehmuz GÜZEL	(Dç.Ank.Ünv.Basın-yayın yüksek okulu)
7-Yazgülü ALDOĞAN	{ " " " " " " " }
8-Tülin HASGÖR	{ Dr. " " " " " " }
9-Erol MUTLU	{ Ast. " " " " " " }
10-Güner ULAŞ	{ " " " " " "s " }
11-Rifat ARAS	{ Öğretim görevlisi " " " }
12-İbrahim DEMİREL	{ " " " Gazi Ünv. }
13-Mahmut Tali ÖNGÖREN	(Öğrt.Görevlisi Gazi Ünv.Rd.-Tv.Prg. Bölümü)
14-Fikri BERKSUN	(Krd.Ünv.Uzam-Bileşimleri Tasarımı.)

Songünlerde baskı karşısında İSTİFA EDENLER.

1-Münir AKTEPE	(Prf.İst.Ünv.Edebiyat Fakl.)
2-Muharrem MİRAPOĞLU	(Prf.İst.Ünv.Orman Fakl.)
3-Alaettin ŞENEL	(Dç. SBF.)
4-Ünsal OSKAY	{ " Ank.Ünv. }
5-İhsan KARAN	{ Dr. " " }
6-Halil BERKTAY	{ " " " }
7-Emre KONGAR	(Dç.Ank.Hacettepe Ünv.)

I402. sayılı sıkıyönetim kanunu 2. maddesine 19.9.1980 tarihinde 230I sayılı kanunla M G K tarafından eklenen fıkra.

Sıkıyönetim komutanlarının, bölgelerinde genel güvenlik, asayiş veya kamu düzeni açısından çalışmaları sakıncalı görülen veya hizmetleri yararlı olmayan kamu personelinin statülerine göre atanması veya işine son verilmesi, yerel yönetimde çalışanların görevden uzaklaştırılması veya işlerine son verilmesi hakkındaki istemleri ilgili kurum ve organlarca derhal yerine getirilir.

NOT: 21.9.1980 tarih 17112 sayılı Resmi Gazete de yayınlanmıştır.

7 Anayasa madde 130

Değerli dost

Sana daha önce bazı şeyler gönderdim. Herhale almışsındır. Avrupa konseyinin Anayasa üzerine bazı projeler yaptırdığı incelenen ancak İngilizcesini tam olarak bilmediğim, onu gönderdim. Senin Dikketley Türkiyeye fideeler heyet için bunlarda bilgilenme bakımından da yararlı olacaktır diye düşünüyorum. İki yönüyle yasa ve ilgili maddesini ve son günlerde oturan öğretim üyelerini de yazıya bildirdim. Senin kadarı ile listesini gönderiyorum. Senden ricam bu önceki yazıya gönderdiğim belgelerden sende başka yok. İadesini bekliyorum. Selamlar.

NOT: postalanmış ev adresine yaz.

İll. K
14.2/1983

- U    normlarının, sözleşmeleri bir taban olarak görmek gerekir.
- Bir devlet diğerini şikayet etmi e. işçilerine kar  nma s  yaseti.
- Asıl önemli olan ülkedeki sendikaların basb rurunu, şikayeti. Esas olan da zaten onların yeni yasalar kar  sındaki tavırları, ne istedikleri.
- Uluslararası  rg  tler  ok bariz olayların  zerine gidiyorlar.
- T   'de F  ku e   2   disk   yasalar.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARA TIRMA VAKFI

- liberté syndicale = 1 droit fondamental de l'homme. (LSNC - 1^{er}, 5)
- Constitution de l'OIT en 1919 reconnaît la l.s. comme un objectif de son programme d'action. (LSNC/2)
- Autre^{un} principe fondamental de l'OIT. (ibid)
- "La Déclaration universelle des droits de l'homme, 1948, le Pacte relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, 1966, le Pacte et le Protocole relatifs aux droits civils et politiques, 1966, ont consacré les libertés publiques fondamentales des droits de l'homme qui sont indispensables au libre exercice des droits syndicaux. La Déclaration universelle des droits de l'homme prévoit notamment que toute personne a le droit de fonder avec d'autres des syndicats et le droit de s'affilier à des syndicats pour la défense de ses intérêts; les Pactes,

entrés en vigueur en 1976, contiennent des dispositions sur le droit d'association, en particulier celui de constituer des syndicats, et sur le droit de grève." (5)

↑ Demek ki BMÖ'de instrument'lar onaylanıp.

- Convention no 87 → 4 garanties essentielles :

- 1- le droit, sans autorisation préalable, de constituer des org. de leur choix ainsi que celui de s'affilier à ces org.
2. le droit d'élaborer leurs statuts et règlements, d'élire librement leurs représentants, d'organiser leur gestion et leur activité et de formuler leur programme d'action.
3. protection contre la suspension et la dissolution par voie administrative.
4. droit de constituer des fédé et des confédé, droit de s'affilier à des org int.

+

respecter la législation nationale // ^{mais} la législation nationale ne devra porter atteinte, ni être appliquée de manière à porter atteinte, aux garanties prévues par l'instrument (15)

- "les droits et garanties établis par les conventions sur la liberté syndicale ne peuvent se développer que dans le respect des droits fondamentaux de l'homme, la jouissance effective des droits syndicaux supposant que les libertés publiques soient garanties aux citoyens." (15)

- Droits syndicaux — libertés publiques

- Inst. int. → Décl. univ.
 - Pactes
 - Convention européenne des DH.

- "On a pu constater, en effet, que des restrictions à la liberté syndicale se rencontrent le plus fréquemment dans des cas où l'ensemble des libertés civiles se trouvent limitées" (16)

- "la liberté d'association professionnelle n'est qu'un aspect de la liberté d'association en général qui, elle-même, doit s'intégrer dans le vaste complexe des libertés fondamentales de l'homme, interdépendantes et complémentaires les unes des autres et qui comprennent, entre autres, la liberté

d'assemblée et de réunion, la liberté de parole et d'opinion, la liberté d'expression et de presse, etc." (BIT : Liberté d'association et relations industrielles, CIT, 30e session, 1947, rapport VII, p. 11.) (17).

"Dans ce contexte, il convient d'observer que l'obligation d'assurer le respect des libertés publiques essentielles à l'exercice des droits syndicaux est implicitement contenue dans la convention n° 87 puisque, aux termes de l'article 8, la législation nationale ne doit pas porter atteinte ni être appliquée de manière à porter atteinte aux garanties prévues par la convention. (17).

- Résolution de la Conférence de 1970 -

→ résolution énumérant les droits fondamentaux nécessaires - (17)

* Tnk-İ'e baēlı Tez Koop-İ Bakan
Gven nler istifa ediyor. gerekse:

"Bugn Türkiye'de sendikacılık yapmanın
zemininin ~~olma~~ yoktu. Belli çevrelerce
bu zemin ortadan kaldırdı mıştır."
(Cumhuriyet, Siyaset 84, No 46, 19.11.84).

→ Demokrasi sorununa da değiniyor.

* 1 Çalışma hayatı bu an bıçak stndedir.
Yapılacak küçük hatalar ileride büyük
sorunlar yaratır. Eski günlerde değiliz.
Kabuk deēitiriyoruz. Hükümet, i, işveren
hepiniz burada rol almalısınız. Söyledikleri
gibi mktesap hakları kaybolmayacaktır.
Çalışma yasası, Anayasa ercesinde
uzun sürede hazırlanmıştır. Bu kanun
eski günlerdeki biēimine döndürmek,
kimseinin hakkı olmamalıdır. Aksaklıklar
olabilir. Ama bunları düzeltilebilir." (S. ^{M. Kalemli} Sabancı,
Cumh. 17.11.84) "İşveren işçinin, ii de
işverenin avukatlığını yapmalıdır." (S.S.) alıma
ve S. Br. Bakan Mustafa Kalemli: "Sayın S. Sabancı'nın

- Reconnaissance du droit syndical
dans la fonction publique. (24)

≠ BK. m. 21.

+ genel olarak memurlara sendikalaşma
yasak.

Bk. T. Postası. aussi.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

YENİ Anayasa'ya göre hazırlanan ve 274 sayılı Sendikalar Yasası ile 275 sayılı Toplu Sözleşme ve Grev Yasası'nda değişiklikleri öngören tasarılar çalışma yaşamıyla ilgili önemli yenilikler getiriyor.

Milliyet'in aşağıda açıkladığı yeni tasarıların hükümlerine göre, işkolları sayısı 36'dan 24'e indirilecek, sendika ve konfederasyonların yönetim kurulu üye sayısı sınırlandırılacak ve bu arada Türk-İş'in Yönetim Kurulu da 40 kişiden dokuza inecek. Yine tasarıların getirdiği başlıca değişikliklerle federasyonlar kalacak, sendika yöneticileri en çok dokuz yıl sürekli görevde kalabilecek, birden fazla sendikaya üye olmayacak. Sendikalar uluslararası kuruluşlara üye olamayacak.

Grev ve lokavtların yargıç kararıyla "ihtiyati tedbir" olarak durdurulmasını öngören 275 sayılı yasa değişikliğinde ayrıca kömür, petrol, bankacılık ve kentiçi ulaşım sektörlerinde grev ve lokavt yasaklanıyor. Ayrıca grev uygulamalarına da sınırlar getiriliyor.

274 sayılı Sendikalar Yasası ile 275 sayılı Toplu Sözleşme Grev ve Lokavt Yasası'ndan değişiklikler öngören yeni tasarıların önemli noktalarını aşağıda açıklıyoruz.

274 SAYILI YASADA DEĞİŞİKLİKLER

274 sayılı Sendikalar Yasası'nda ilk önemli değişiklik 4. madde ile getiriliyor. Bu madde işkollarının belirlenmesi tanımlandıktan sonra tasarıların 60. maddesinde işkolları sayısı en çok 24'e indiriliyor.

Eski yasaya göre, Çalışma Bakanlığı işkollarını yönetmelikle saptayabiliyordu ve son uygulamada işkolları sayısı 36 idi.

Yeni tasarıların 60. maddesinde ise en çok 24 işkolu olabileceği hükmüne bağlanıyor. İşkollarını yasanın yürürlüğe girişinden sonra bir ay içinde Çalışma Bakanlığı saptayacak.

● Federasyonlar kalkıyor

Yeni tasarıda yalnızca "sendika" ve "konfederasyon" ile "sendika şubeleri"nden söz edilmekte, böylece federasyonlar kaldırılmaktadır. Bu hükümle, millî tip sendikacılığa gidilmiş olmaktadır.

Tasarının 9. maddesine göre, konfederasyon, sendika ve sendika şubelerinin her organdaki yöneticileri üst üste en çok üç kez seçilebilecek, aradan bir olağan kongre dönemi geçmedikçe bu kişiler sendika yönetiminde görev alamayacak.

Eski yasada böyle bir sınırlama yoktu. Bu sınırlamaya göre, kongreler de en fazla üç yılda bir yapılacağından, bir yönetici en çok aralıksız dokuz yıl kalabilecekti.

● Genel kurullar ve delegelik için

Sendi fazla

● Federasyonlar kaldırılıyor
sendikaya üye olamazlar

● Yönetim kurulları azaltılıyor

çalışmış olmanın hesabında yurtdışında işçi olarak çalışılan sürenin en çok beş yılı nazara alınır."

● Yönetim kurulları sınırlandırılıyor

Yeni tasarıların 15. maddesi sendikaların ve konfederasyonların yönetim kurulu üye sayısını sınırlandırıyor. Madde şöyle:

"Madde 15. — Sendika, sendika şubeleri ve konfederasyon yönetim kurulları en az üç, en çok dokuz üyeden oluşur."

Buna göre, Türk-İş'in halen her sendikanın en az bir kişiyle temsil edildiği ve genellikle tüm sendika başkanlarının yer aldığı yönetim kurulu dokuz kişiye inecek.

Aynı şekilde 18. ve 19. maddelerle disiplin ve denetleme kurullarına sınır getiriliyor.

● Birden fazla sendikaya üyelik yok

Eskiden bir işçi birden fazla sendikaya üye olabilirdi, yeni tasarıyla bu uygulama kaldırılıyor. 22. madde sendika üyeliğini aşağıdaki biçimde hükümlere bağlıyor:

"Madde 22. — Sendikalara üye olmak serbesttir. Hiç kimse sendikaya üye olmaya zorlanamaz. İşçi veya işverenler aynı zamanda ve aynı işkolunda birden çok sendikaya üye olamazlar. Birden çok sendikaya üye olunması halinde tüm üyelikler geçersizdir.

Bir işyerindeki işçiler yardımcı işte çalışanlar bile işyerinin bağlı olduğu işkolunda kurulu sendikaya üye olabilirler.

İşçi sendikasına üyelik, işçinin beş nüsha olarak doldurup imzaladığı ve notere tasdik ettirdiği üye kayıt fişini sendikaya vermesi ve sendika yetkili organının kabulü ile kazanılır. Üyelik başvurusu, sendika tarafından en çok otuz gün içinde reddedilmediği takdirde üyelik istemi kabul edilmiş sayılır. Hakkı bir sebep gösterilmeden üyeliği kabul edilmeyen işçinin, bu kararın kendisine tebliğinden itibaren otuz gün içinde iş davalarına

● Genel kurullar ve delegelik için hükümler

Tasarıda sendikaların genel kurullarını yapma biçimlerine de yeni hükümler getirilmekte ve sendika çevrelerinde tartışma konusu olan "delegelik" sorunu açıklığa kavuşturulmaktadır. Buna ilişkin "Genel Kurulların Oluşumu" başlıklı madde şöyle:

Madde 10.— Sendika şubesi genel kurulu üyelerden oluşur.

İşçi sendikası şubesine kayıtlı üye sayısı beşyüzü aştığı takdirde şube genel kuruluna katılacak delegeler üyeler tarafından 14'üncü maddede belirtilen esasa göre seçilir. Üyeler, kayıt sıralarına göre iki yüz elliser kişilik gruplar oluşturarak delege seçimine katılırlar. Şube genel kuruluna katılacak delege sayısı yüzden az, iki yüz elliden çok olmamak üzere sendika tüzüğünde belirlenir.

Sendika genel kurulu üyelerden, üye sayısı bini aştığı takdirde delegelerden oluşur. Şubesi bulunan sendikalarda delegeler şube genel kurullarınca, şubeleri bulunmayan sendikalarda delegeler ikinci fıkradaki usul uyarınca seçilir. Sendika genel kurulunun delege sayısı iki yüz elliden az, beş yüzden çok olmamak üzere tüzüğünde belirlenir.

Konfederasyon genel kurulu üye sendikalarca seçilen en çok beşyüz delegeden olur. Üye sendikaların genel kurulda kaç delegeyle temsil edileceği konfederasyon tüzüğünde belirlenir."

● Seçimler yargı gözetiminde

Tasarının 14. maddesinde, sendika seçimlerinin yargı gözetiminde yapılması hükmü getiriliyor. Madde şöyle:

"Madde 14.— Genel kurulların toplanması ve yürütülmesi valinin görevlendireceği hükümet komiserinin gözetiminde yapılır. Zorunlu organların üyelerinin seçimi serbest, eşit, gizli oy, açık sayım ve döküm esaslarına göre yargı gözetimi altında yapılır. Bu maksatla ilgili sendika şubesi, sendika veya konfederasyon genel kurul toplantı tarih ve yerini yazılı olarak otuz gün önceden mahallin kıdemli hâkimliğine bildirmekle yükümlüdür. Genel kurula seçilecek delegeler için de aynı usule uyulur. 16 yaşını doldurmamış olan üyeler genel kurullarda oy kullanamazlar ve delege olamazlar.

Sendika ve konfederasyonların genel kurul dışındaki zorunlu organlarına seçilebilmek için, sendika kurucuları için 5'inci maddede aranan şartlardan başka en az 10 yıl, şube zorunlu organlarına seçilebilmek için ise sendikanın kurulu bulunduğu işkolunda en az üç yıl, birfiil çalışmış olmak şartı aranır. Çalışma sürelerinin tespitinde sosyal güvenlik kurumlarının kayıtları esas alınır. On yıl bilfiil

asgî takdirde üyelik istemi kabul edilmiş sayılır. Haklı bir sebep gösterilmeden üyeliği kabul edilmeyen işçinin, bu kararın kendisine tebliğinden itibaren otuz gün içinde iş davalarına bakmakla görevli mahallî mahkemede dava açmak hakkı vardır. Mahkemenin kararı kesin-dir.

Üyeliği kesinleşen işçinin üye kayıt fişinin birer nüshasının sendikaca onbeş gün içinde Çalışma Bakanlığı'na, işçinin çalıştığı işyerinin bağlı bulunduğu bölge çalışma müdürlüğüne ve işverene gönderilmesi zorunludur. Üye kayıt fişinin bir nüshası da işçinin kendisine verilir.

İşveren sendikası üyeliği, üç nüsha üye kayıt fişinin doldurulup imzalanması ve sendikaya verilmesi ve sendika yetkili organının kabulü ile kazanılır. Üyelik başvurusu sendika tarafından en çok otuz gün içinde reddedilmeyen işverenin üyelik istemi kabul edilmiş sayılır. Haklı bir sebep gösterilmeksizin üyeliği kabul edilmeyen işverenin üçüncü fıkradaki usule göre dava açmak hakkı vardır. Üye kayıt fişinin birer nüshası, sendikaca 15 gün içinde Çalışma Bakanlığı'na ve işverenin işyerinin bağlı bulunduğu bölge çalışma müdürlüğüne gönderilmesi zorunludur."

● Üyelik aidatı sınırlanıyor

Eskiden sendikalar üyelerden alacakları aidatlarını tüzüklerine göre değişik ölçülerde saptayabiliyordu. Üyelik aidatına sınır getiren 23. madde ise şöyle:

"Madde 23.— Faaliyeti devam eden sendika ve konfederasyonlara üyelerince ödenecek aidatın miktarı, genel kurullarınca tesbit edilir.

Sendikaya işçinin ödeyeceği üyelik aidatı tutarı, her ay için üyenin aylık çıplak ücretinin yüzde birini geçemez.

Sendika tüzüklerine, üyelik aidatı dışında üyelerden başka bir aidat alınacağına ilişkin hükümler konamaz.

Tasarının 61. maddesinde ise, aidatın toplanması şekli belirleniyor. Anayasa hazırlanması sırasında tartışma konusu olan, aidatın işyeri bordrosundan kesilip kesilmemesi, toplu sözleşme yapan sendikanın aidat alabileceği biçiminde belirleniyor.

Şevket Yılmaz sendi

- Türk-İş Genel Başkanı, leşmesi ve sendikalar y pılması öngörülen düz görülen bazı hataların d ne inandığını söyledi

Türk-İş Genel Başkanı Şevket Yılmaz, Toplu İş Sözleşmesi ve Sendika Yapılması Öngörülen Değişikliklerin Hukuk Kuralları İçinde Sorumluluklarını Yerine Getirmesi İçin Bir Zarar Vermeyeceğini Söylüyor. Bu konuda hazırlanan taslak

İşçi yöneticileri 9 yıldan a görev yapamayacak

aldırılıyor Birden fazla
olunamayacak

ının üye sayısı

Tasarının 25. maddesinde, emekli olan işçilerin sendika üyeliğinin sona ermesi hükmü getiriliyor. Eski yasa da böyle bir hüküm bulunmadığından emekli olan işçilerin de sendika üyeliği devam edebiliyordu.

● Uluslararası kuruluşlara üyelik

Tasarının 28. maddesi ile sendikaların uluslararası sendikalara üye olması önleniyor. Konfederasyonların uluslararası işçi kuruluşlarına üyeliği tasarının 28. maddesiyle hükme bağlanıyor.

Bu hükümle, halen kendi işkollarında uluslararası kuruluşlara üye olan 29 sendikanın bu kuruluşlarla üyeliğinin sona ermesi gerekiyor.

- Yetki çağrı süresi 30 günden 120 güne çıkıyor
- Toplu sözleşme tasarısında "Uzlaştırma Kurulu" yerine "Arabuluculuk" müessesesi getiriliyor
- Grevde işyeri çevresinde kulübe baraka ve çadır kurulmayacak. "Bu işyerinde grev vardır" ibaresi dışında afiş ve pankart asılamayacak
- Sendikaya üye olmayan işçi dayanışma aidatı ödeyerek toplu sözleşmeden yararlanacak. Sendikanın rızası alınmayacak

● İşyeri temsilciliği

Yeni tasarının 34. maddesiyle de işyerindeki sendika temsilcilerinin sayısı da azaltılıyor. Yeni madde temsilci sayılarının şöyle belirliyor. (Parantez içindeki rakamlar eski yasanın öngördüğü sayılardır).

"Madde 34. — Toplu iş sözleşmesi yapmaya yetkili sendika, işyerinde işçi sayısı 10 ile 50 arasında ise bir, (iki); 51 ile 100 arasında ise en çok iki (dört), 101 ile 1000 arasında ise en çok üç, 501 ile 1000 arasında ise en çok dört (altı), 1000'den fazla ise en çok altı (sekiz) olmak üzere işyerinde çalışan üyeleri arasında işyeri sendika temsilcisi tayin eder.

- Kapatılan sendikaların para ve mal varlıkları Hazine'ye devredilecek
- Emekli olan işçinin sendika üyeliği düşecek

bu göreve geldikleri andan itibaren sendika veya konfederasyondaki görevleri kendiliğinden sona erer."

"... Mahalli ve genel seçimlerde aday olanların, sendika veya konfederasyonun organlarındaki görevleri adaylık süresince askıda kalır. Seçilmeleri halinde görevleri son bulur."

Ayrıca 39. maddesiyle, sendika veya konfederasyonun organlarındaki görevleri adaylık süresince askıda kalır. Seçilmeleri halinde görevleri son bulur."

Ayrıca 39. maddesiyle, sendika ve konfederasyonların kuruluş niteliğindeki meslek kuruluşları ile bunların üst kuruluşları seçimlerinde aday gösterilmeleri, adayları desteklemeleri ve propagandada bulunmaları yasaklanıyor.

Tasarının 46. maddesiyle, mahkeme kararıyla kapatılan

275 SAYILI YASADA DEĞİŞİKLİKLER

275 Sayılı Toplu Sözleşme, Grev ve Lokavt Yasası'nda değişiklikleri öngören tasarının 7. maddesinde eskiden toplu sözleşmenin bitiminden bir ay önce öngörülen yetki çağrısı, yeni tasarıyla 120 güne çıkarılmaktadır. Böylece eski toplu sözleşme sona ermeden 120 gün önce hazırlık çalışmalarına başlanabilecek ve yetki çağrısı yapılabilecek.

Yürürlükteki yasa da yer almayan "dayanışma aidatı" konusu da yeni tasarıda hükme bağlanıyor. Tasarının 9. maddesine göre, sendikaya üye olmayan işçilerin toplu sözleşmeden yararlanmaları dayanışma aidatı ödemeleriyle gerçekleştirilecek, bu konuda işçi sendikasının rızası aranmayacaktır. Dayanışma aidatı üye aidatının üçte ikisi oranında olacaktır.

● Toplu sözleşme yetkisi

Sendikaların toplu sözleşme yapabilme yetkisi tasarının 12. maddesinde şöyle belirleniyor:

"Madde 12. — Kurulu bulunduğu işkolunda çalışan işçilerin (tarım işkolu hariç) en az yüzde onunun üyesi bulunduğu işçi sendikası, toplu iş sözleşmesinin kapsamına girecek işyeri veya işyerlerinin herbirinde çalışan işçilerin yarısından fazlasının kendi üyesi bulunması halinde bu işyeri veya işyerleri için toplu iş sözleşmesi yapmaya yetkilidir. İşletme sözleşmeleri için işyerleri bir bütün olarak nazara alınır ve yarından fazla çoğunluk buna göre hesaplanır.

- Partilerde görev alanlar sendika yöneticiliğinden ayrılmayacak
- Sendikalar uluslararası kuruluşlara üye olamayacak
- Millî tip sendikacılık getiriliyor. İşkolu sayısı 24'e indirilecek

Bir işveren sendikası, üyeleri işverenler adına, sendika üyesi

— Kanun dışı greve katılan işçilerin hizmet akitleri tazminatsız feshedilebilecek.

— Uygulanmakta olan bir grevin "kanun dışı" olup olmadığının tespiti için yetkili iş mahkemesine dava açılabilir. Mahkemenin bir ay içinde vereceği karar bağlayıcı olacak. Hâkim, tespit kararının kesinleşmesine kadar dava konusu grev ve lokavtın "İhtiyati tedbir olarak durdurulmasına" karar verebilecek.

— Grev hakkı ve lokavt, "İyi niyet kurallarına aykırı tarzda toplum zararına" kullanılırsa Çalışma Bakanlığı, yetkili iş mahkemesinden durdurulmasını isteyebilecek.

— Grev sırasında işyeri ve çevresinde grevciler ve grev gözçüleri için kulübe, baraka ve çadır kurulamayacak, "Bu işyerinde grev vardır" ibaresinin dışında afiş ve pankart asılamayacak.

● Grev yasakları ve erteleme

Tasarıda grev ve lokavt yapılamayacak "işler" ile "yerler" iki ayrı maddede sayılıyor. Bu maddeler şöyle:

"Madde 29. — Aşağıdaki işlerde grev ve lokavt yapılamaz.

- 1— Can ve mal kurtarma işlerinde,
- 2— Cenaze ve tekfin işlerinde,
- 3— Su, elektrik, havagazı, kömür, tabii gaz ve petrol sondajı, üretimi, tasfiyesi ve dağıtım işlerinde,
- 4— Banka ve noterlik hizmetlerinde,
- 5— Kamu kuruluşlarının yürütülen itfaiye, temizlik işleri ile şehirci, deniz, kara ve demiryolu toplu yolcu ulaştırma hizmetlerinde."

● Yasağın bulunduğu yerler

"Madde 30. — Aşağıdaki işyerlerinde grev ve lokavt yapılamaz:

- 1— İlaç imâl eden işyerleri hariç olmak üzere, aşı ve serum imâl eden müesseseler,

ne, klinik, sanatoryum, prevan-toryum, dispanser ve eczane gibi

Yeni yasa tasarıları ile sendikaların bir "devlet ünitesi" gibi görüldüğünü öne süren Tunç, kuruluş aşamasında tüzük ve belgelerinin İçişleri, Çalışma, Maliye bakanlığınca çıkartılacak yönetmeliğe göre düzenlenmesi koşulunu da eleştirerek, "Bu kurullar, uluslararası normlara ILO'nun kararlarına aykırıdır" dedi.

Sosyal Demokrasi ve Sendikalarımız

Ara seçimlerden sonra anayasanın değiştirilmesi ve siyasi liderlerin yasaklarının kaldırılmasının gündeme getirilmesi olağandır. Bunun yanı sıra birçok hak ve özgürlükler ve bu arada sendikaların siyasetle uğraşabilme hakları geri istenmelidir.

GÜNGÖR MAZLUM, Eski Edirne Belediye Başkanı

İsveç Sosyal Demokrasi Partisi'nin (SAP) 1975 yılındaki kurultayında son şeklini alan programının ilk cümlesinde "Sosyal Demokrat Parti, demokrasi ülküsünü toplum düzeninin her katına yaymak, bireylerinin kendi aralarındaki ilişkilere egemen kılmak ve böylelikle herkese zengin, anlamlı bir yaşam sağlamak ister" denilmektedir. İsveçte olduğu gibi öbür ülkelerdeki bütün sosyal demokrat partiler de demokrasiye temel ilkelerinin en başında yer vermişlerdir. Kuruluşlarından bu yana yüzyılı aşan süre içinde demokrasi mücadelesi lokomotif gibi en başta giderken, eşitlik, dayanışma, emeğe saygı gibi değerler daha kolaylıkla geliştirilebilmiştir.

Ülkemizde de demokrasinin geliştirilmesi, bütün kuralları ile işlerlik kazanması ve toplumumuzun her katına yaygınlaştırılıp benimsenmesi görevi, öncelikle sosyal demokrat görüşün en büyük siyasal örgütü SHP'ye düşmektedir. Af konusu, işkence olaylarının ortaya çıkarılması, 1402 sayılı sıkıyönetim yasa-sının dayandırılarak memurların işlerine son verilmesi, güvenlik soruşturması ve siyasi yasakların kaldırılması konularında SHP'nin vermiş olduğu uğraşı küçümsenemez.

İŞÇİLER SİYASETE KATILMAK ZORUNDADIR

1982 Anayasası ile ülkemizde

sendikaların siyasetle uğraşmaları yasaklanmıştır. Bu durum sağ partilerin işine yaramakta, fakat SHP gibi sosyal demokrat bir parti içinse zararlar taşımaktadır. Çünkü sosyal demokrat partiler sendikaların iç içe dayanışma içinde çalışarak başarıya ulaşabilirler. Siyasal iktidar olduktan sonraki başarıları da bu şekilde devam edebilir. Bu nedenle sendikaların siyasetle uğraşabilme haklarının sağlanabilmesi için SHP'nin konuyu gündeminin en başına alması, etkili bir çaba içine girmesi kaçınılmaz bir gerevidir.

Sosyal demokrat partilerle sendikaların birliği yaparak çalışmalarını zorunludur. Bu zorunluluk ise birinin sosyal demokrat, diğerinin ise işçi kuruluşu olmasından kaynaklanmaktadır. Nitekim kısa bir süre önce Almanya'da Willy Brandt'ın partisi SPD ile Alman İşçi Sendikaları Birliği (DGB)'nin ortaklaşa çalışmaları güzel bir örnek olarak gösterilebilir. Bu çalışma ki, yüzyılı aşan bir zamandan bu yana olduğu gibi bundan böyle gene bütün dünya sosyal demokratlarına yol gösterecektir. Alman Sosyal Demokrasi Partisi'nin (SPD) program kurultayı 25.8.1986 tarihinde Nürnberg'de yapıldı. İşte bu kurultaya sunulan program taslağı ilkelerinin SPD ile DGB'nin işbirliği ile dört yıldan bu yana partiyi bağli on bin yerel parti biriminde ele alın-

dığını görüyoruz. Böylece bu taslak program 250 birimden oluşan partinin alt bölge kademelelerinde tartışılmış, daha sonra da 22 ana bölge birimine iletilmiştir. Bu taslak partinin karar ve yönetim kurulları ile program komisyonundan geçip 440 delegeden oluşan parti kurultayına kadar gelebilmiştir. Netice olarak yaklaşık 3 milyon partilinin eğilimleri ve özlemlerini içeren bu taslak program, parti ile sendikaların en güzel dayanışma örneğini vererek mükemmel hale gelebilmiştir. İki binli yılların toplumsal gereksinimleri dikkate alınarak hazırlanan bu olumlu yapım uzun yıllar bütün sosyal demokratlara ışık tutacaktır.

Yine İsveç'ten örnek vermek istiyorum. İsveç Sosyal Demokrasi Partisi (SAP) 1889 yılında kurulmuştur. İsveç İşçi Sendikaları Merkez Örgütü LO (Land-sorganisation) partiden dokuz yıl sonra 1898 yılında kuruldu. İsveç işçilerinin siyasal örgütü SAP, mesleki örgütü ise LO'dur. 8 milyon nüfuslu ülkede 2 milyona yakın işçi sendikaya kayıtlıyken, aynı zamanda partiye de kayıtlı bulunmaktadır. LO'nun kuruluşundan bu yana iki örgüt sadece seçimden seçime birbirlerine destek vermiyorlar, siyasal amaçlarına ulaşmak için ortaklaşa hazırladıkları plan ve programlar dahilinde sürekli bir çalışma yürütüyorlar.

Ağaç-İş Genel Başkanı Gural

Erçakır beş kişilik Türk Sendikacılar Heyeti ile İsveç, Norveç, Danimarka'ya bu ülkelerin sendikalarının çağrılısı olarak 15 günlük geziye gitmiş. Cumhuriyet gazetesinin 20.8.1986 günkü sayısında anılarını yazmış. "İsveç'e gittimizde bizi ülke yönetiminde karar verme yetkisine sahip sendikacılar karşıladı. Zaten daha önce de çeşitli basın ve yayın organlarından sendikalar ile siyasi partilerin birbirleri ile ayrılmaz bir bütün gibi, iç içe olduklarını okumuş idik. Bizde yasak olan sendika-siyasi parti ilişkisi bu ülkede bir yönetim şekli. Böylelikle üretimde söz sahibi olan işçiler, yönetimde de söz sahibi oluyorlar" diyor. Değerli sendikacıımız Gural Erçakır anılarını böyle dile getirirken, o günlerde 14 Ağustos 1986 günü Başbakan Turgut Özal ise Türk işçileri, Türk sendikacıları için iç açıcı olmayan görüşler ileriye sürüyordu. Gazeteci Yalçın Doğan'ın sorularını yanıtlarken "Esas mesele sendikaların politika ile uğraşmamları. Bu bir anayasa meselesidir. Yani, eğer kalkıp da (ben politika ile uğraşacağım bana mani oluyorsun) derlerse bana hiç gelmesinler" diyordu. Sayın Başbakan Turgut Özal oldukça tutucu, demokrat nitelikleri pek az ve üstelik son zamanlarda militarizm eğilimlerini gizleyemeyen bir partinin genel başkanıdır.

Sendikaların politikadan uzak kalmaları böyle bir sağ partinin politikasına uyar. Bunun dışında bazı sağ partiler de demokrasi mücadelesi yapıyor görünüyorsa da sendikaların politika yapamamaları onların da işine gelirdi. Bu nedenle hem partinin hem de Türk işçisinin geleceği açısından günümüz koşullarında sendikaların politika ile uğraşabilme hakkının geri verilmesi için görev SHP'ye düşmektedir. SHP bu konuyu demokrasi mücadelesi için yapılacak işlerin en başına iri harflerle altını çizerek

kaydetmelidir. Siyasi yasaklar da anayasa emriydi, fakat, nasıl Türkiye'nin gündemine getirildi ve çözümü için çareler aranıyor-sa, sendikaların partilerle işbirliği yapabilmeleri konusu da Türkiye'nin en güncel konusu haline getirilerek çözülebilir. Nitekim SHP hazırlamış olduğu ara seçim bildirgesinde bu konuda kararlı olduğunu açıkça belirtmiş bulunmaktadır.

SENDİKALARIMIZA VE İŞÇİLERİMİZE DE...

Sosyal demokrat partiler bütün insanların aynı değere sahip olduğu inancından hareketle, ekonomik toplumsal, kültürel ve sınıf farklılıklarına karşı eşitlik için mücadele vermektedirler. Ülkenin kalkınması için herkesin yeteneği ölçüsünde katkı sağlamanı, buna karşı da gereksinmesine yetecek kadar milli gelirden pay almasını isterler. Sosyal demokrat partiler her türlü refahın temelinde emeğin bulunduğunu, işçinin çalışma isteğinin ulusal kaynak olduğunu kabul ederler. İşçinin işyerinde üretimde olduğu gibi yönetimde de yerini almasını en doğal hakkı sayarlar. Bu nedendir ki, sosyal demokrat ideoloji Türk işçisini refaha ulaştıracak en geçerli yoldur. Gel gör ki, geçmişte sendikalarımız "partilerüstü politika" uygulamaları ile ellerindeki olanakları kullanmadıkları gibi, Türk işçi hareketine de zarar vermişlerdir. Hatırlayabildiğimiz kadıyla Genel-İş, Yol-İş, Türk Deniz Ulaş-İş, Petrol-İş, DİY-İş, Türk Harb-İş, Ges-İş, Toleys-Besin-İş, Sağlık-İş, Tez-Büro-İş ve Kristal-İş, konfederasyonun uygulamakta olduğu partilerüstü politikadan vazgeçmesini istemişler ve bunun için de açıkça tavır koymuşlardır. Herhangi bir yanlış anlaşılmaya meydan vermemek için arada bu farklılığı belirtmiş oluyorum.

Sendikaların politika yapma haklarının geri alınmasında on-

lara da görev düşmektedir. Asıl görev ise bu hakkın sağlanmasından sonradır. Partilerüstü politika yerine Türk işçisini yüceltecek en geçerli yolun sosyal demokrat ideoloji olduğu gerçeği karşısında sendikalar, ülkemizin en büyük sosyal demokrat siyasal örgütünü canla başla desteklemelidirler. Bu onlara düşen en büyük görev olacaktır.

SONUÇ

Yapılan ara seçimlerden sonra siyasal hayatımızda bugüne kadar görülmemiş bir tablo ile karşılaşıldı. İktidardaki sağ bir partinin karşısında ana muhalefet partisi olabilecek kadar oy alan yine sağ bir parti beliriverdi. Almış olduğu oyların oranı, oylarında belirgen önemli artış, destek veren liderin uzun yıllar ülke yönetiminde bulunmuş politikacı olması, bütün muhalefetin sanki bu parti tarafından yapılması gerekiyormuş gibi bir izlenim verilmeye başlandı.

Haklılığı ve içtenliliği kolay kolay kabul edilemeyecek nedenlerle DSP'nin ayrıca seçime girmesi, sayın Bülent Ecevit'in ileri sürdüğü çeşitli yakıştırmalar, kendini yeterince anlatamama gibi etkenlerle oylarında azalma görülen SHP içinse, sanki, "oyların kadar konuş" dercesine bir hava estirilmektedir. Oysa iktidardaki ANAP ile yıldızı parlayan DYP karşısında SHP'ye daha zor görevler düşmektedir. Dikkat edilecek olursa DYP "yaksaksız Türkiye" sloganı ile sadece Sayın Süleyman Demirel'in hakkını savunmakta, kısıtlı bulunan birçok hak ve özgürlüklerin geri alınması için herhangi bir hareket koymamaktadır.

Ara seçimlerden sonra anayasanın değiştirilmesi ve siyasi liderlerin yasaklarının kaldırılmasının gündeme getirilmesi olağandır. Bunun yanı sıra birçok hak ve özgürlükler ve bu arada sendikaların siyasetle uğraşabilme hakları geri istenmelidir.

Hükümet, Sendikalar ve ILO

İnsan haklarına saygı, en başta emeğe duyulacak saygı ile başlar. Emeğe saygı duymayan, sermaye karşısında doğal olarak güçsüz olan emeği, çıkardığı yasalarla daha da güçsüz duruma getiren yönetimler, adları ne olursa olsun, demokratik olmaktan uzak yönetimlerdir.

ENGİN ÜNSAL İstanbul Barosu avukatlarından

Amerika Birleşik Devletleri'nin aksine, Avrupa Konseyi'ne üye ülkelerin Türkiye'deki politik gelişmelere karşı duydukları ilgi, gün geçtikçe artmaktadır. Amerika'nın tersine Konsey'in üyeleri Türkiye'nin bir an önce demokratikleşme sürecini tamamlamasını, insan haklarının sağlam hukuki güvencelerle donatılmasını istemektedirler. Batı Avrupalı demokrat ülkelerin Türkiye'de var olması için özen gösterdikleri temel hak ve özgürlükler içinde emekçilerin örgütlenme ve ekonomik çıkarlarını toplu iş sözleşmeleri yolu ile koruma ve kollama hakkı, Batı'nın gündeminde önemli bir yer tutmaktadır.

Bundan daha doğal bir şey düşünülemez, çünkü insan haklarına saygı, en başta emeğe duyulacak saygı ile başlar. Emeğe saygı duymayan, sermaye karşısında doğal olarak güçsüz olan emeği, çıkardığı yasalarla daha da güçsüz duruma getiren yönetimler, adları ne olursa olsun, demokratik olmaktan uzak yönetimlerdir.

Uluslararası Çalışma Örgütü

olarak bilinen ve yüzden fazla ülkenin üye olduğu ILO'nun Türkiye konusunda duyarlılığı da işte bundan kaynaklanmaktadır. ILO üyesi ülkeler, ILO'nun ilkelerine uymak zorundadırlar. Türkiye, ILO'nun üyesidir ve sendika özgürlüğü ile toplu iş sözleşmesi ve grev özgürlüğü bu kuruluşun, üzerinde özenle durduğu iki temel ilkedir.

AVRUPA ÜLKELERİNİN KUŞKULARI

Avrupa Konseyi üyesi ülkeler, haklı olarak Türkiye'de sendikal özgürlüklerin, toplu iş sözleşmesi ve grev yapma olanaklarının kısıtlandığı yolunda ciddi kuşku taşımaktadırlar. ILO örgütünün gerekli araştırmaları yapıp bir Türkiye raporunun hazırlanması istenmektedir ve bugünkü hükümetimiz bu girişimden son derece tedirgin olmuştur.

ILO, yukarıda değindiğimiz temel haklar konusunda iki sözleşme hazırlamıştır. Bunlardan 87 sayılı sözleşme, sendika özgürlüğü ile ilgilidir. Türkiye, bugüne kadar bu sözleşmeyi imzalamamıştır. Öbürü, 98 sayılı sözleşme

leşmedir ve bu sözleşme toplu iş sözleşmesi, grev ve lokavt özgürlüğü ile ilgilidir. ILO, Türkiye'de 98 sayılı sözleşmeye uygun bir yasal düzenleme olmadığı ve sözleşme, grev haklarının, önemli ölçüde kısıtlandığı kanısındadır.

Çalışma Bakanı, 30 nisan tarihinde ILO Genel Direktörü'ne bir "taahhütname" göndererek, Türkiye'nin ILO ana statüsünde ve bu konudaki normlarda ifadesini bulan sendika özgürlükleri ilkelerine tam olarak uyacağı yolunda güvence vermiştir (Cumhuriyet, 17 Haziran 1986).

Bu güvence ILO'ya Cenevre'de yapılacak genel kurul öncesinde verilmiş ve bu genel kurulda, Türkiye İşveren Sendikaları Konfederasyonu (TİSK) tarafından üç dille olmak üzere pahalı bilim adamlarına hazırlanan pahalı baskılı bir kitap üyelere dağıtılarak, bu bilim adamlarının görüşlerine dayanarak, Türkiye'de toplu iş sözleşmesi ve grev hakkını düzenleyen 2822 sayılı yasanın ILO ilkelerine uygunluğu savunulmuştur.

Acaba bugün ülkemizde var olduğu savunulan toplu iş sözleş-

mesi ve grev özgürlüğü, uluslararası normlara uygun ve demokratik midir? Bu haklar özlü haklar mıdır, yoksa 2822 sayılı yasa ile sendikalar birer kâğıttan kaplana mı dönüştürülmüştür? İşveren sendikasına danışmanlık yapan bilim adamlarının tersine, bizim kanımız 2822 sayılı yasa, ülkemizde özgür ve etkili bir toplu iş sözleşmesi düzeninin içini boşaltmıştır.

KANIT YASANIN KENDİSİ

Bunun kanıtı olarak yasanın kendisini tanık göstermek yeterli olacaktır. Yasa, toplu iş sözleşmesi yapmayı öylesine bürokratik engeller arasında dolaştırmıştır ki, prosedürü tamamlamak için sendikaların peygamber sabrına sahip olması gerekmektedir. Diyelim sendikalar tüm engelleri aştı ve toplu sözleşme masasına oturdu. İşvereni anlamaya zorlayabilmesi, pazarlık gücünün olmasına bağlıdır. Pazarlık gücü de iki öğeden oluşur; işçinin sendikasına destek olması ve anlamlı bir grev hakkının var olması. Türkiye'de işçiler sendikalarına sahip ve ona bütün güçleri ile destektiler, ama 2822 sayılı yasa nedeni ile anlamlı bir grev hakları yoktur. Bunu çok iyi bilen işverenler toplu sözleşme masalarında sendikalar ile diledikleri gibi oynamakta; öyle ki kazanılmış hakları bile geri isteyebilmektedirler. Grev hakkının ülkemizde ILO normlarına uygunluğunu söyleyen bilim adamlarının Kamu İşverenleri Sendikası'nın toplu sözleşme masala-

rında sendikalarda nasıl tek yanlı komut verdiğini görmelerini, özgür toplu sözleşme düzeninin ne menem bir şeye dönüştürüldüğünü görmelerini çok isterdim.

Türkiye'de bugün gerçekte grev hakkı yoktur, çünkü yasa getirdiği düzenleme ile grev hakkı hiçbir demokratik ülkede görülemeyecek biçimde birçok işkolunda yasaklamıştır. 2822 sayılı yasanın 29 ve 30. maddeleri gereği can ve mal kurtarma işleri, cenaze ve tekfin işleri, su, elektrik, havagazı, kömür, doğal gaz ve petrol sondajı, üretimi, arıtımı ve dağıtım işlerinde, banka ve noterlik hizmetlerinde, kamu kuruluşlarında yürütülen itfaiye, temizlik işleri, deniz, kara ve demiryolu ve diğer raylı toplu yolcu ulaştırma hizmetlerinde, aşı ve serum imal eden müesseselerde, hastane, klinik, sanatoryum, prevantoryum, dispanser ve eczane gibi sağlıkla ilgili işyerlerinde, eğitim ve öğretim kurumlarında, çocuk bakım yerlerinde, huzur evlerinde, mezarlıklarda, Milli Savunma Bakanlığı, Jandarma Genel Komutanlığı ve Sahil Güvenlik Komutanlığı'na doğrudan işletilen işyerlerinde grev yapılamaz.

Böyle bir listeyi hiçbir demokraside göremezsiniz. Grev hakkı çalışma hakkının güvencesidir. Bu güvence olmadan emekçinin temel hakkı olan çalışma hakkından ve özgürlüğünden söz edilemez.

Yasak dışında kalabilen işkol- larında yapılacak grevlerin duru-

mundan "sual" edilecek olursa, yapılan düzenleme ile işverenlerin yararına bir durum ile karşılaşılabiliyor. Bir kez, üretim hiç aksamıyor. İşyerine hammadde sokulabiliyor, bitmiş ürün çıkarılabiliyor, işveren yeni işçi alabiliyor. Bu işkollarında 37. maddede gereği grevin yapılacağı günü işverene bildirmek zorunda sendikalar. Grev, saptanan günde uygulanmazsa sendikaların yetkisi düşüyor. Oysa bu konudaki uluslararası uygulamada, sendikaların kendisine uygun düşen anda ve dilediği zamanda grev yapabileme hakkıdır.

SONUÇ

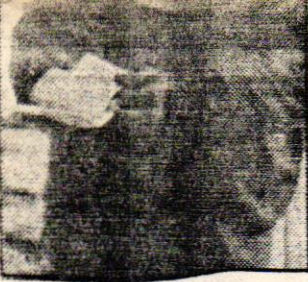
Uygulamada grevin hangi gün yapılacağından haberli küçük işyerleri, grev gününden önce işyerlerini ve makinelerini başka yerlere taşıyarak grev günü sendikaya boş bir bina bırakmakta ve kara mizahtan şahane örnekler vermektedir.

Bu yasa hak grevlerini de yasaklamıştır. Sözleşmeden doğan haklarını işçiler, ancak yargı organlarına başvurarak ve yıllar sonra alabilmektedirler.

Türk emekçilerinin durumunu özetlemek gerekirse, TİSK Genel Başkanı Sayın Halit Narin, bundan bir süre önce verdiği demeçle durumu çok yalın biçimde tanımlamıştır: "Bugüne kadar bizim anamız ağladı, bundan sonra sizin ananız ağlayacaktır."

ILO'nun ve Avrupa Konseyi üyelerinin bilmesi gerekir ki, bugünler işçilerimizin gerçekten analarının ağladığı günlerdir.

ksel halk ozan-
devam ettiriyo-
olarak oldukça
bir köylük bi-
rak, bir sanayi
biçimi, krono-
rina ayarlanmış
bir işçinin ya-
zık olarak da bu
arında.



Haydar Korkmaz
Sanatımı işçi sınıfının hizmetine
koymayı planladım

**Türkiye Postası: Yaşadığı-
mız koşullar kültür çalışmaları-
nı da etkiliyor.**

Haydar Korkmaz: Elbette, toplum biçimi değişikçe süreç içinde sanatları da değiştirecektir. Değişen toplumun yapısına uygun eserler sunulmak zorunda.

**Türkiye Postası: Bugüne dek dinleyicilerin tepkisinde, eski-
ye oranla farklılık var mı?**

Haydar Korkmaz: 1978-79 dönemi Türkiye'de devrimi potansiyelin yükseldiği bir dönemdi. 1980 öncesinde sloganvari türkülerle kitlelerin karşısına çıkıyordum. 1980 sonrasında, 1984'e dek baktım, kitleler yavaş yavaş türkülerini dinlemiyor. Daha önceleri bir tutkum vardı, sadece kendi yazdığım şiirleri söylüyordum. 12 Eylül darbesi, sonrası dönem beni de etkiledi. Araştırmaya yöneldim. **Pir Sultan Abdal'ı, Karacaoğlu'nı** ele aldım. **Enver Gökçe** Türkiye'nin değerli bir şairi, beni çok etkiledi. Onun şiirlerini yorumladım. Son olarak da Enver Gökçe'nin anısına bir müzik kaseti yaptım. Yaşamalarını yurtdışında sürdürmek zorunda olan sanatçıların şiirlerinden aldım. Şiirler üzerinde çeşitli müzik çalışmaları yaptım. Sadece sazla değil, dedim ya değişen toplum sanatı değişiyor, müziğin zenginleşmesi için örneğin, davul, gitar gibi enstrümanları da kullandım. **Emeğin Türküsü** adlı kasetim çıkışa kısa bir süre oldu. Ama satış diğerlerine göre daha fazla.

Tekdüzelikten çıkıp daha geniş bir sanat alanını ortaya koyma olanağı var.

Yurt dışında bir işçiyim, bana yansıyan olayları dile getirdim. Örneğin, gurbet, aylık olayı, geçmişte ilkökul öğretmeni yaptım. Çocuklar şiirlerimde yer aldı. Hepsini birbirini tamamladı. Bir güldeste sunmaya çalıştık ama ne denli başarılı olacağız, onu süreç gösterecek.

Ne yazık ki Türkçede çıkmadı bunlar.

Ellerimi avuçlarının içine alıyor:

- **Gözümüzüste geldiniz balalarım,** diyor.

- Yetmişinde şiir yazdığınızı, bir Kafkas güzeline aşk ateşi ile yandığınızı duyduk, diyorum daha ilk karşılaşmamızda. Kahkayı patlatıyor.

- **Kimden eşittiniz?**

- Edebiyat müzesindeki kızlardan. Ziyaretçileri iyi anlatmak için sizleri adım adım izliyorlar, dikkat.

Öylesine kaynaşıyoruz ki hemen:

- **Eee insan bir gençliğinde bir de kocalığında apak olar,** diye yanıtını veriyor, hiç gizlemiyor.

Azeri halkının büyük cevap ustası olduğunu biliyorum.

Birçok söz ustalarını, yazı ustalarını tanıtıyor bize tek tek:

- **Büyük yazarımız, büyük şairimiz,** diye. Hakkında bilgi vere vere.

Herkese "büyük" diyor. Hep birlikte oturuyoruz büyük bir masanın çevresine. Edebiyat sanat sorunlarından, sanatçılardan söz ediyoruz. Söyleşimiz öylesine içten yoğunlaşıyor ki... **"Dedem bu yerlerden göçmeseydi eğer, ben de bu birliğin üyesi olacaktım"** diye düşünüyorum. Anadilimi konuş-
tukça öylesine mutlu, öylesine mutlu oluyorum ki... Altıbuçuk milyonluk Azerbaycan'da 50 binlik kitap tirajlarını kısıtlıyorum. 50 milyonluk Türkiye'de 3 binlik kitap tirajlarına yazıyorum. Saatlerin nasıl geçtiğini bilmeyorum. Kalktığımızda herkes birer işçi kitabını imzalayıp veriyor. Kollarının altı dolu dolu otele dönüyorum. Heyecanla açıyorum bir bir... Okuyorum. Hayret! **"Mirza ustanın büyük dediği yazarlar, şairler bunlar mı?..."** diye düşünüyorum. İçinde gerçekten büyükler var ama hepsi değil... **"Peki neden böyle tanıtı?..."** Sonraki karşılaşmalarımızda çekine çekine soruyorum:

- Hocam, geçen gün bize herkesi büyük diye tanıttınız.

Kitaplarını okudum ama...

Anlıyor ne diyeceğimi ve sözümü kesiyor:

- **Büyük işleri yapanlar büyüktür...**

Öylesine etkileyici, ermiş bir kişiliği var ki, ikna olmuyorum ama, karşı da duramıyorum. İçimde kalıyor. Ve. Radi Fiş buraya gelende tekrar konuyu açıyorum:

- Yahu abi hele anlatsana bu işi. Mirza İbrahimof böyle iken böyle dedi ama...

Gülüyor o çelebiliğiyle:

- **Haklıdır Mirza usta.**

- Katılmıyorum dediklerine.

O daha genç olduğundan olacak rahat tartışıyoruz. Sanat edebiyat açıtır da tartışılmaz mı.

- **Bak, diyor, 1. Bizde bu işle uğraşanlara büyük değer verilir bir kere. Sayısal ne kadar çok olursa olsun herkesin yaptıkları yayınlanır. Bu sayısal çokluk nitelikli sıçramayı birlikte getirir. Daha çok büyük yazar çıkarırız. Yaptıkları iş böylesine büyük işlev görür. 2. Sanat ve edebiyat; toplum, insanları geliştiren, incelten, manevi zenginliklerle donatan büyük maddi bir değerdir. Öyleyse Mirza usta haklıdır. Büyük işleri yapanlar büyüktür.**

- Evet, diyorum, haklısın.

Bizde büyük işlerle uğraşanların yeri ise hapis, zindan, aylık diye düşünüyorum. Bir yazarımızın bir ressamımızın ilgi görebilmesi için 20 yıl emek vermesi gerekiyor. Tirajı yine de 3-5 bin. İçim sızlıyor. Tüm bunlar yetmiyormuş gibi, bir de birbirimize düşüyoruz. Ben de dahil büyük işlerle uğraştığımızı unutuyor, ufak tefek ayrıntılarda, eksiklerde uğraşyoruz. Birisi birşey mi üretti, önce **"olmadı"** diye yaygarayı basıyoruz. Bu esinti, batının iğrenç rekabetçi yapısından kaynağını alıyor. Oysa çağımızda batı **"ilham"** verme özelliğini yitirmiştir. **"İlham"** doğu halklarından geliyor. Onun için işte Günter Grass ülkesini terkedip **"İlham"** toplamaya gidiyor. Doğan Görsev abimizin dediği gibi **rekabetin yüzüne kapıları kapatıyor, yüreğimizi, olanaklarımızı "Büyük işlerle uğraşan büyük"** arkadaşlarımızın yanına koyuyoruz. Kim hangi alanda ne üretirse üretsin bu sayfalardan daha yoğun tanıtmak, geliştirmek istiyoruz. Okurlarımızdan da her sanatçımızın yaptığını sahip çıkmasını, sevecen yaklaşmasını, ilgi göstermesini bekliyoruz.

Not: Sanatçı arkadaşlar, yeni çıkan yapıtlarınızdan birer adet gazeteye göndermenizi rica ediyoruz.

Tünel
Feyzioğlu
Türkiye
Postası
N° 89.
15.8.82

Kültür ve Turizm Bakanlığı'nın özel tiyatrolara sözde desteği

Bu yıl AST'a yardım yok

Castik-İş → 64

Nakliyat-İş → 32

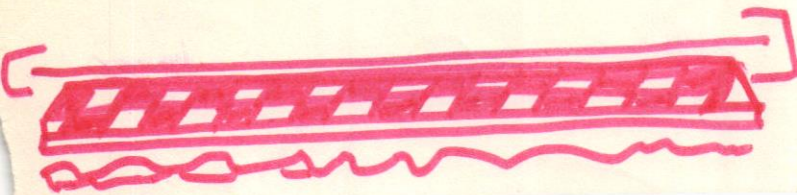
Hincau İş → 14 (geniştirilmiştir)

Kristal-İş - 25 Sıra

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Lastik iş → 64 e yükseldi
uluslararası Mercury
Barz ödülü (?) → Evren'e
verildi.

- E. Tahiroğlu 1 gün hapse
çarptırıldı. İmza, kimin,
kimin, kimin yazdığı
belli olmayan belgelerin
delil olarak cağın
"gayri ciddi" dedi.
Aynı mahkemede yazıldı.



78 - 68

Tek Ges - iş / disk - 27 yonetici
dava. baskıladı. ist. 6-20 yıl.

8/6.

TİS - 21 kişi / 20 yıl.
24/5

402
27

429 - 14
synd.

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

gösterir.

—

Kamili Denen dahil.

daşa eklendi.

- Petkin - is'e 5 saat

deva ayıldık

- Finkel - is 27 6-20411.

4/7 disk

Nom de l'organisation et nombre approximatif de membres	Nombre d'accusés	Peines encourues
1. ASTER-IS (défense nationale) 8.000	12 ✓	6 à 20 ans de prison
2. BASIN-IS (livre, presse) 4.000	27. ✓	"
3. BANK-SEN (banques, assurances) 35.000	~~24~~ 68 ✓	"
4. GENEL-IS (services publics) 100.000	22 ✓	"
5. GIDA-IS (alimentation) 20.000	64 ✓	8 à 30 ans de prison
6. KERAMIK-IS (céramique) 8.000	27 ✓	6 à 20 ans de prison
7. LASTIK-IS (caoutschouc) 15.000	16 ✓ → (64)	"
8. MADEN-IS (métallurgie) 100.000	20 ✓	"
9. NAKLIYAT-IS (transport) 5.000	14 ✓ → (32)	"
10. PETKIM-IS (pétrole, chimie) 30.000	48 ✓ → (53)	"
11. TEKSTIL (textile) 45.000	28 ✓	"
11. OLEYIS	91 ✓	
12. SOSYAL-IS	18 ✓	
13. D. SAĞLIK-IS	20 ✓	

402 ✓



INTERNATIONAL LABOUR OFFICE
BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL
OFICINA INTERNACIONAL DEL TRABAJO

4, route des Morillons, Genève
Adresse postale CH-1211 GENÈVE 22
Télégrammes INTERLAB GENÈVE
Télex 22.271 BIT CH
Téléphone direct: (022) 99.....
central: (022) 99 61 11

Monsieur le Secrétaire général,
Fédération syndicale mondiale,
Vinohradská 10,
121 47 PRAGA

(Tchécoslovaquie)

Réf. BIT/ILO n° TUR 1-66 (J)

Votre réf. n° SOL/JN/No. 155

*S. Kampa
A. Dimek*

16.2.83
445 / UND
E
Sriw
Sol

Monsieur le Secrétaire général,

- 8 FEB 1983

J'ai bien reçu la communication du 25 janvier 1983 par laquelle vous m'avez adressé des informations complémentaires concernant la plainte en violation de la liberté syndicale en Turquie (cas n° 999), présentée par votre organisation.

Je ne manquerai pas de soumettre cette communication au Comité de la liberté syndicale.

Bien que vos communications en date des 1 juillet et 13 septembre 1982 n'aient pas été spécifiquement citées dans le rapport du Comité, vous pouvez être assurés que le comité a tenu pleinement compte de leur contenu.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur général :

Ian Lagergren

Ian Lagergren,
Chef du Département des normes
internationales du travail.

TÜRKİYE SOSYALİSTİK İŞÇİLER PARTİSİ

DSFDİKU.H.S.KUİS-BatUİS-FPICPSISP
~~181~~UİS-ColnUİS-TeXHükümet

17/10/80

17/9/80

17/7/81

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

31/7/81

3/12/80

9/01/81

24/9/80

31/8/81

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

28/01/81

15/5/81

25/11/80

16/11/81

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

6/02/81

22/7/81

6/01/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

16/02/81

1/9/81

21/01/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

7/5/81

2/11/81

6/5/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/5/81

22/12/81

22/5/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

30/9/81

18/1/82

30/6/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

2/10/81

27/1/82

26/7/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/2/82

22/3/82

28/8/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/2/82

1/7/82

7/10/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/2/82

12/7/82

23/10/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/2/82

5/8/82

27/11/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/2/82

13/9/82

17/12/81

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/2/82

8/10/82

25/2/82

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/2/82

1/83

9/3/82

25/2/82

1/10/80

15/10/80

9/3/81

16/2/81

23/7/81

24/2/82

11/2/82

-16

BIT → H. - 4/1/82. Telis.

TÜSTAV
TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Uğö Yönetim Kurulu 16-19 Kasım 1982 tarihleri arasında olağan toplantısını yaptı. Uğö Yönetim Kurulu, her oturumunda olduğu gibi bu oturumunda da, seçitli ülkelerde sendikal özgürlüklere ilişkin sorunları ele aldı. Ele alınan ülkelerin başında Türkiye geliyordu. Bilindiği gibi DSF, UHSK ve DİK, ~~ile birleş~~ ~~Türkiye'de~~ sendikal hak ve özgürlükleri sığardığı için Türk hükümetini Uğö'ye şikayet etmişti. Son dönemde Uğö'ye DSF 4, DİK 2, UHSK da 1 kez daha yeniden başvurularda bulunmuşlar, gelişmeleri iletilmişlerdi. Bu arada, Norveç ~~ki~~ sendikalar konfederasyonu da ~~Türk hükümetini~~ ~~şikayet~~ onayladığı Uğö ~~ve~~ ~~özelliklerine~~ uymadığı için Türk hükümetini şikayet etmişti. Öte yandan Uğö Türkiye'ye bir inceleme heyeti göndermek istemiş, Türk hükümeti ise bu isteğe önce olumsuz yanıt vermiş, daha sonra ise kabullenmek zorunda kalmıştı. Bunun üzerine Yan Lagergren başkanlığında bir Uğö heyeti 12-22 Temmuz 1982 tarihleri arasında Ankara ve İstanbul'a giderek incelemelerde bulunmuştu. Uğö heyeti Türkiye'de →

Uğö Sendikal Özgürlük Komitesi, ~~her~~ gelişmelerin ve elde ettiği bilgilerin ışığında Yönetim Kuruluna Türkiye üzerine ~~164~~ bu kez 44 sayfalık geniş bir rapor sundu. Yönetim Kurulu raporu ve raporun ~~sonunda~~ sonunda dile getirilen görüş ve talepleri onayladı.

TÜSTAV
TARİH ARAŞTIRMA VAKFI

Ezellikle hükümet, TSK ve Türk-İş yöneticileriyle, DSK davası davası ve avukatlarıyla görüşmelerde bulunmuş, ancak ~~Başta~~ hapisteki DSK yöneticileriyle görüşme ~~iteği~~ izni kendilerine verilmemişti.

Üçü sendikal Özgürlük Komitesi, Yürütme Kurulu tarafından onaylanmış raporunda şu görüş ve talepleri dile getiriyor:

Disk'in ve sendikal örgütlerin kapatılması hakkında:

"Komite, ne kadar ağır ve ciddi olursa olsun, sözü edilen ülke koşullarının, sendikal örgütlerin hükümet kararıyla askıya alınmasını haklı gösteremeyeceğine işaret eder. Bu kararla, binlerce işçi, mesleki çıkarlarına koruma ve gelişime olanaklarından yoksun bırakılmışlardır. Komite, askı kararlarının geçitmeeksiz kalması çağını, ^{bu} sendikaların faaliyetlerine yeniden başlayabileceğini, ~~mal ve para~~ kayıpların ellerine verilen mal ve para varlıklarının kendilerine ~~teslim~~ iade edileceğini ümit eder."

Sendikaların tutuklanması ^{ve disk davanı} hakkında:

Üçü sendikal Özgürlük Komitesi, disk davasının son derece yavaş gittiğine dikkati çekiyor ve yetkililerin savayı hızlandırmak için ıbıdı olarak önlemler alınmasını istiyor. Ve, madem ki ülkede huzur ve barış sağlanamıyorsa diye ekliyor, o halde 52 disk yürütmesi için yummüşün önlemler alınmalıdır.

"Komite 52 sendikaların tahliye edilmesiyle, ya da en azından ölüm cezası isteminin vaz geçilmesiyle, sürekli hapisle tutulmalarından doğan gerilimin azalmasına katkıda bulunacağı inancındadır. Komite öte yandan (Türk hükümetinden), (DSF'nin) son kararlarıyla disk davasının geliştirildiği hakkında son olarak ilettiği gelişmeler hakkında bilgi istiyor."

İşkenceler hakkında :

Komite, elde ettiği tüm bilgilere ve bu arada Türkiye'ye giden VSO heyetinin raporuna da dayanarak, tutuklulara, gözaltı süresi içinde ve polis tarafından sorgulara yapılırken işkence uygulanmadığını ^{kesin} olarak saptıyor ve bu durumdan çok ciddi kaygı duyduğunu dile ~~götür~~ getiriyor. Ayrıca hükümetin ~~organ~~ ettiği yapıldığını söylediği (işkence olayları üzerine soruşturmalarnın sonuçlarının bir an önce VSO'ya iletilmesini istiyor.

Sendikal faaliyetlerin askıya alınması hakkında :

Komite, 12 Eylül'den bu yana Türkiye'den hemen hemen tüm sendikal faaliyetlerin durdurulduğuna işaret ediyor, yeni Anayasa yürürlüğe gire de, sendikal faaliyetlere çok ciddi sınırlamalar getirileceği kaygısı içinde olduğunu belirtiyor. Gen ve tepki sözleşme haklarının iki temel ilke olduğunu vurguluyor ve bugün durumunun, Türkiye'nin de onaylanmış olduğu 98 no'lu VSO sözleşmesine aykırı olduğunu dile getiriyor. Komite hükümeti sosyal ve ivedilikle sendikal örgütler ve faaliyetler üzerindeki askı kararlarının kaldırılmasına çağırıyor.

- hükümet sava rohünde
- geçici önlemler ≠ Anayasa → yeni sendikal düzen
- yeni adım - sonda kullan
- contacts directs
- hükümetin tutumunu (ses cevap vs.)

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARAŞTIRMA VAKFI
TÜSTAV

(I)

1/10

(7)

- 12 Eylül öncesi 1 Mayıs'la ilgili kararlar.
≠ Anıtanın 1 Mayıs'a iptali.
- DSF commission d'enquête istiyor. 1/47/286 (17-10.80)
- provisoire leitmotiv. de souv. 1/47/288
- grev'i red etmiyoruz. 1/48/290a ≠ Anayasa.
- Anılayan hükümet: 1/48/290e.
1/50/299 → terörizm suçlaması
- sendikal özgürlüklere bağlılık (temel) 1/48/291 ≠ Anayasa
- ~~YHK~~ sürekli değil hük. ≠ Anayasa 1/50/298
- Concursion: 1/50/303 → insan hakları // sendikal özgürlük.
1/50/304 → feragat.
1/51/309 → ağır hapis tehlikesi ve
sendikacılık müteliği nedeniyle
1/51/310 → gözaltı süresi.
1/51/311 → idari merci tarafından kapatılma.
1/51/312 → YHK → Komite metni istiyor.
- Recommendations
4 tane paragraf iyi

TÜRKİYE SOSYAL TARİH ARŞİVİ

- 2/61/353 - Feyziöğlu komusunda hükümetin cevabı.
- 2/61/355 - Hükümet "kendi kendini kaybedenler" üzerine demagoji yapıyor.
- 2/61/356 - DİK de heyet istiyor. (6 Mayıs 81)
- 2/61/357 - Hilmi Feyziöğlu komusunda komitenin conclusion'u.
- 2/63/365 - YHS sürekli değil diyor hükümet.
- 2/63/366. Bir önceki conclusion'ların hatırlatması (özet)
- 2/63/367. Hükümet: yeni sendikal düzenleme uluslararası normlara uygun olacak + önlemler geçirdi.
- 2/63/368. Komite: BSK'nin hala askıda bulunmasına eleştiriyor. Kaldırılmasını diyor.
- 2/63/369 - Hükümet YHK hakkında yamultıcı bir imaj veriyor... "en cas d'échec" Komite, bu zorunlu talimata götünmeyiz inşallah diyor.
- 2/64/370 - Recommandations
4 paragraf
↳ son paragraf: contacts directs

(SP)

- 2/74/427 - Komite: yargılamaya, bağımsız mahkeme, insan hakları deklarasyonu.
- 2/74/428 - Masum sayılacaklar.

Recommandation'lar iyi

- 3/3/83 - Hükümet contact direct'e hayır diyor.
Hazine 81 160 konferansında Komite Bşk. 12 vaka Hız'da
hükümetin teminleriyle görüşüyor.
30/9/81'de hükümet mektupla hayır diyor.

- 3/90/464, 465, 466, 467. T. Esener, K. İnan

- 3/91/468 - Hükümet sendikalar hakkında ayrıntılı bilgi
vermiyor.

- 3/93/481 - Hükümet rüşvet: terörizm.

- 3/93/482 - H : "Sendikaların davası üzerine kaygılanmaya
gerek yok."

- 3/93/483 - H. Kenan'ın öldürülüşünü anlatıyor.

- conclusions

94/484 → Budak

485 → baka ve uzalan üzerine.

486 → izkence üzerine.

487 → yargılanma üzerine.

94/489 - K. Aske karar kaldırılmalıdır.

94/495, H : durum iyileşiyor. (90 gün → 45g)
"évolution s'yn // évo. générale."

Conclusions:

95/496 : iyi (2 p.)
497

Recommandations

96/498 - 6 p. iyi

- 4/99/548 - K'ın önceki Conc'darının özet'i.
549
- 4/100/553. H : violence ve insécurité yok.
işğe gidiliyor, sendikal alanda da.
- 4/100/554. H : Disk'e terörizm suslaması. kesin
- 4/100/555 - H : Yangın, sava fiilin değiştirebilir - geni adını
Mahkeme'de olağanüstü durum yok. # savaş hali.
- 4/101/556. H : avukatlarıyla rahatça görüşüyorlar.
- 4/101/557. H : İşkence. Anket yapıldı. Yok.
- 4/101/559. H : sit pyu // sit gen.
YHK ücretler > fiyatlar !!!
- 4/101/560. H : (Bozan zıncıya tank gösteriyor)
TS normalleşirse Disk'in üyeleri zarar görürmüş.
- 4/102/561. H : Sendikaların malları ve para varlığı
üzerine denizgöji.
- 4/102/562. K : işkence yok. H fes cevap yazıyor.
- 4/102/565. K : yangınlama kozulları üzerine. Orta.
- 566 K : Serbest bırakılmaları
ölüm cezası verilmesin.
- 567. K : Okzan. K → demek ki işkence var.
- 568. K : yangınlama, işkence, hapis kozulları - Tümenin kullan
- 569. K : 4 kullan.
- 570. K : gözaltı süresini daha da uzat. kullan
- 571. K : sendikal faaliyeti serbest bırak.
- * III 572. K : Disk idari kararla askıya alındı # Lib. 844 -
mal ve para varlığı - hükümet şahidsin.
(kullan)

104/574 - Recommendations

15 morts sous la torture
100000 kizimi yunt desma
alkunasi yasak.

378 yeni yasa

3 milyon fişe

5129 ölmüş cezanı pulu, 82

17 exécutions.

7662 kişi aramış

(depuis la déclaration de l'Etat de siège

141 229 garde à vue

42 765 arrêtés

18 573 condamnés

941 sentences par mois depuis le coup
d'Etat

Construction de 46 nouvelles prisons.

1- Zorla alıřtırma yasağı (2)

2- Sınır egemenliğı - Temel hak ve özgünlüklerin kötüye kullanılmaması. (2)

3- Düşünce sınırları. (4)

4- Basın (4)

✓ 5- Siyaset yasağı (6) (Dernekler) (8) Sendikalar faaliyet.

✓ 6- İdare tarafından kapatılma (6) par voie administrative

✓ 7- Anayasası toplantısı (6)

✗ 8- Sendikalar faaliyet + iş yerinde alıřtırma (8) § 73

✗ 9- Üye aidatı (8)

— 10- TİS -  yasa (8) ~~TİS / 10 kişilik işyeri~~ 228 (LS) p. 93

✓ 11- İstisna (8)

— 12- Genel sınırlamaları (8)

— 13- YHK. (8) (19) 60 gün

— 14- TİS / 10 kişilik işyeri (9)

— 15- Devlet Denetleme Kurulu (19)

— 16- Memurlara yasak (20)

✓ 17- Meslek kuruluşları (22)

— Ağırlık ekonomik bunalım halinde S.Y (17)

fonctionnaires
publics

patron (10)

44
8
86
11
17
317 mts